

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 316

Rubrik: La semaine dans les kiosques alémaniques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

dehors, quelle tentation continue !), voilà qui est intolérable pour certains.

L'analyse de Michel Foucault nous ouvre également les yeux sur la véritable nature de cette semi-liberté. Ce régime privilégié, en effet, n'est rien d'autre qu'une forme plus élaborée et moins visible de la technique pénitentiaire.

Bien que les murs disparaissent chaque matin, le formidable appareil disciplinaire sur lequel tout l'édifice repose, subsiste bel et bien. Toute la journée de travail du détenu qui sort de l'établissement est « programmée », un contrôle strict est exercé sur son emploi du temps, son patron est informé de sa situation, ses temps de loisirs ne lui appartiennent pas, son salaire même est géré à sa place.

Le postulat numéro deux, soit la confiscation la plus absolue et la plus efficace du temps du détenu, est maintenu intégralement. On pousse l'astuce à son extrême dans la mesure où l'on demande au détenu lui-même d'adhérer « librement » à l'écrasante discipline qui s'impose à lui. Il faut comprendre alors que certains détenus, « peu aptes à la soumission et à l'obéissance », préfèrent miser sur une libération conditionnelle demain, plutôt que sur la semi-liberté aujourd'hui. Cette réflexion nous amène insensiblement à nous poser la question suivante : la réforme péniten-

tière a-t-elle un sens ? Faut-il être partisan d'une constante libéralisation du régime pénitentiaire si, dans le fond, toutes les réformes ne font qu'accentuer encore le principe même de la technique carcérale ? Pour Michel Foucault, « le mouvement pour réformer les prisons, pour en contrôler le fonctionnement, n'est pas un phénomène tardif. Il ne semble même pas être né d'un constat d'échec dûment établi. La réforme de la prison est à peu près contemporaine de la prison elle-même. Elle en est comme le programme. Il y a eu tout de suite une technologie bavarde de la prison » (p. 236).

La question est posée. Mais le témoignage de ceux qui sont passés par la semi-liberté vaut également d'être entendu. Et pour ceux-là, la réforme de la prison n'est pas restée une donnée abstraite et théorique : il ressort clairement de leurs témoignages que la semi-liberté a contribué à rendre leur vie quotidienne moins terne et moins monotones, en l'enrichissant d'un contact professionnel et affectif, avec le monde extérieur.

Nous nous garderons de conclure. De peur aussi de stériliser les questions capitales ainsi posées dans un bain de bonne conscience, mais réfléchir aux bases du système carcéral, c'est déjà abaisser les murs des prisons.

— « *Aktion für das Selbstbestimmungsrecht aller Völker* » (Campagne pour le droit de libre disposition de tous les peuples),

— « *Aktion Freiheit und Verantwortung* » (Campagne liberté et responsabilité).

En général ces organisations disposent de budgets confortables et la plupart ont leur siège à Zurich.

— Le 1er mai a été très commenté cette année. La « *Neue Zürcher Zeitung* » (101) découvre une double face à cette journée. Elle note la présence de deux éléments dans le cortège traditionnel, les syndiqués d'une part et les militants des nouvelles gauches avec des travailleurs étrangers d'autre part.

Citant un article de Markus Wüthrich dans le « *Schaffhauser AZ* » où il était notamment fait mention que la classe ouvrière est en général plus conservatrice que les « intellectuels », la « *NZZ* » conclut qu'il y a en fait beaucoup plus de points communs entre la majorité de la classe ouvrière organisée syndicalement et la bourgeoisie qu'entre ces ouvriers et l'aile révolutionnaire des nouvelles gauches sur de nombreux problèmes concernant la structure sociale et de l'Etat. Jusqu'à quand le cadre traditionnel résistera à ces tensions extérieures ? Telle est la question que se pose, avec une certaine malice, le grand quotidien zurichois.

— Dans le magazine hebdomadaire du « *Tages Anzeiger* », une rétrospective de la crise des années trente fondée sur la documentation recueillie pour le groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier. Un des tableaux publiés à cette occasion :

Années	Lock-out grèves	Jours de grève
1930	30	265 625
1931	25	73 975
1932	36	157 898
1933	34	64 403
1934	20	33 309
1935	16	15 135
1936	37	25 673
1937	36	115 392

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Pluralisme conservateur

La « *National Zeitung* », cible favorite des conservateurs, publie une enquête sur les organisations qui se sont donné comme mission de conserver la Suisse dans l'état où nous la connaissons. Le titre général de l'enquête : Zurich, citadelle des groupements réactionnaires et conservateurs.

L'enquête porte sur dix groupements, dont le plus ancien est le Redressement national, fondé en 1936. Les autres sont :

— « *Trumpf Buur* » (valet d'atout), du conseiller national Eibel,

— « *Schweizerischer Aufklärungsdienst* » (Service suisse d'information), groupement frère de « *Rencontres suisses* », issus d'Armée et Foyer 1940-1945,

— « *Verein zur Förderung des Wehrwillens und der Wehrwissenschaft* » (Société pour encourager la volonté de défense et la science militaire),

— Société pour le développement de l'économie suisse,

— « *Aktion für Demokratie* » (Campagne pour la démocratie),

— « *Institut für politologische Zeitfragen* » (Institut pour les questions politologiques d'actualité),

— « *Aktion für Menschenrechte* » (Campagne pour les droits de l'homme),